

# L'enjeu pétrolier de la guerre du Golfe

Il est indubitable que la crise du Golfe est multidimensionnelle et les enjeux sont nombreux, complexes et enchevêtrés : c'est la première crise régionale de l'après guerre froide et il s'agit aussi bien de dissuader des velléités similaires que de tester la nouvelle action soviétique internationale. Il s'agit également d'empêcher l'émergence d'une puissance économique et militaire dans un espace culturel homogène qu'est le monde arabe, et qui plus est, renferme des ressources stratégiques. Il s'agit enfin, pour n'évoquer que quelques enjeux, de démontrer que si le monde est économiquement tripolaire, politiquement il n'existe qu'une seule super-puissance.

Par conséquent la guerre du Golfe transcende les questions pétrolières mais il n'en reste pas moins que cet enjeu, passé sous silence, est déterminant et mérite un effort de clarification. Si les problèmes énergétiques sont, durant cette crise, moins médiatisés c'est parce qu'il est difficile d'avouer que des nations «civilisées, legalistes, et morales» engagent autant d'hommes pour mourir pour le pétrole, produit maudit, accusé de beaucoup de maux et à l'origine de plusieurs ruptures lourdes de conséquences.

C'est à un bref rappel de l'histoire tumultueuse du pétrole que nous allons nous livrer afin de mieux cerner les éléments qui font de l'or noir un enjeu dont l'importance est loin d'être secondaire pour l'équilibre économique et stratégique des Etats-Unis.

## Une brève retrospective

Dès le seizième siècle la région du Golfe a posé le problème de la sauvegarde de sa sécurité car elle représentait aussi bien une étape importante sur la route des Indes qu'une zone florissante de commerce ; mais c'est la découverte du pétrole à la fin du dix neuvième siècle qui allait faire du contrôle de cette région un enjeu stratégique mondial.

Jusqu'en 1970, sept sociétés pétrolières internationales, dites les «sept sœurs» contrôlaient 90% de la production du Moyen Orient et 80% des exportations mondiales de pétrole. Ces sociétés étaient donc un mesure de déterminer le niveau du prix mondial du pétrole brut (hors Etats-Unis) à partir du contrôle de l'offre qu'ils exerçaient sur la première zone d'exportation du monde. L'exploitation des ressources pétrolières s'est opérée dans un cadre minutieusement élaboré par le cartel et étroitement lié aux préoccupations stratégiques des pays occidentaux, elle répondait aux besoins du développement de l'économie mondiale et au productivisme qui a caractérisé ces économies surtout après la deuxième guerre mondiale. Cette «pétrolisation» de l'économie, y compris celle des pays en développement non producteurs de pétrole, n'a été possible que par le truchement de prix bas.

La prise de conscience de l'Etat d'exploitation dans lequel se trouvaient les pays producteurs du pétrole s'est traduite par ce qu'on appelle le «choc pétrolier» c'est-à-dire la rupture de l'équilibre établi par le cartel pétrolier.

De nombreux faits historiques démontrent la prise de conscience progressive de l'importance du pétrole.

Les premiers craquements dans la domination absolue du cartel se sont situés dans les pays producteurs non Arabes. Il s'agit de la nationalisation des pétroles Mexicains en 1938, de l'adoption de la règle de partage égal des bénéfices au Venezuela en 1948 et de la nationalisation du pétrole Iranien en 1951, qui malgré son échec, a renforcé les sentiments de frustration des masses tout en démontrant la collusion entre compagnies pétrolières et impérialisme occidental.

Quant à l'action pétrolière Arabe, elle s'est exprimée par trois événements : la nationalisation du canal de Suez en 1956 ; la réaction des puissances occidentales s'est traduite par une agression armée Franco-Anglaise avec l'aide israélienne, la plus grande offensive qu'ait connue l'Egypte depuis Napoléon, une des premières conséquences de l'offensive manquée sera une prise de conscience généralisée de l'importance du pétrole pour l'Occident, le canal de Suez représentant l'épine dorsale du transport maritime du pétrole du Moyen-Orient.

Le second événement est lié à l'autre moyen de transport, celui qui s'effectue par pipe lines, il s'agit de l'Union Egypto-Syrienne de 1958 qui est pour le pétrole l'Union entre le canal de Suez et le réseau des pipe-lines qui traversent la Syrie, les deux seuls moyens de transport du pétrole du Moyen-Orient. Cette union a d'ailleurs fait apparaître une donnée nouvelle dans la stratégie pétrolière mondiale : la puissance fondée sur le pétrole revenait non seulement aux régions productrices mais également à celles qui en contrôlent les réseaux de transport.

Le troisième événement est relatif à la révolution Irakienne (1958) et à la remise en cause des accords de concession. Le développement pétrolier de l'Irak est resté handicapé pendant plusieurs années. Il a fallu attendre 1967 pour que les terrains repris à la compagnie pétrolière nationalisée fassent l'objet de nouveaux contrôles. Ces faits historiques aussi que l'évolution dans des institutions démontrent le désir des pays producteurs de se libérer de la domination occidentale. Cette évolution est particulièrement sensible dans les pays arabes producteurs de pétrole à cause de la tragédie palestinienne, et des vifs sentiments anti-occidentaux qui l'accompagnent. Progressivement l'hostilité populaire s'est cristallisée contre l'impérialisme et a trouvée un terrain favorable d'action contre les campagnes pétrolières qui le symbolisent. La création de l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP) répond à ces motivations. Même l'idée de la création de l'OPEP a été décidée au sein d'organismes conçus et mis en place par la Ligue Arabe. La création de l'OPEP a engagé une nouvelle étape dans les relations entre états producteurs et compagnies pétrolières et constitue la première atteinte aux diktats du monopole pétrolier.

C'est au cours de l'été 1970 que tout commence à changer sur la scène pétrolière internationale : Les pays producteurs obtiennent en quelques mois ce qu'ils revendiquaient en vain depuis dix ans ; le changement a été profond, radical et rapide : les prix et les prélèvements fiscaux ont augmenté de façon substantielle, mais surtout, c'est désormais l'OPEP qui se substitue aux compagnies internationales pour fixer les prix du brut. Des lors le terme de cartel sera utilisé pour les pays membres et l'OPEP qui, outre leur pouvoir de détermination des prix, nationalisent progressivement les installations des grandes compagnies.

De nombreux arguments ont été présentés pour expliquer cette crise énergétique et la thèse dominante s'est située du côté des dimensions et des motivations stratégiques de la crise et l'intérêt immense que portaient les Etats-Unis à son évolution et leur désir de la voir déboucher précisément sur les arrangements qui en ont résulté. En effet la sécurité et la continuité d'approvisionnement ont toujours été les éléments les plus déterminants dans l'évolution de la stratégie américaine visant à limiter au minimum la dépendance à l'égard des importations. La prise de conscience lucide et réaliste de l'étendue du déficit énergétique américain a favorisé l'augmentation des prix de pétrole afin de stimuler à nouveau l'exploration. A plus

long terme cette dépendance devait être réduite par la mise au point de nouvelles sources d'énergie qui permettraient aux Etats-Unis de retrouver leur autonomie énergétique symbole et support de leur suprématie et de leur puissance.

Pendant au delà de ces dimensions stratégiques il n'est pas permis de passer sous silence l'action des gouvernements nationalistes (Lybien et Algérien) qui ont déclenché le processus de revendications longuement mûri. Ce qu'on peut dire c'est que les responsables américains ont profité de la crise montante dans les pays producteurs de pétrole et l'ont dirigé de la façon qui correspondait le mieux aux impératifs stratégiques qu'ils élaboraient à la même époque pour faire face à la dégradation continue de leur balance énergétique.

1970-1990 soit vingt ans après quelle est la situation énergétique américaine ? (A partir de quel degré de dépendance les Etats-Unis se sentent-ils tenus de réagir ? Est ce que l'OPEP a pu garder son pouvoir de détermination des prix et de régulation de l'offre ? autrement dit quelle a été l'évolution du marché international du pétrole ?

## II - La politique énergétique américaine dans les années 90 et les inquiétudes concernant les importations pétrolières

La capacité des Etats-Unis à répondre à une crise énergétique s'est améliorée depuis 1970. Les principaux éléments sont l'augmentation de la réserve stratégique de pétrole, le développement de l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) en tant que Forum multilatéral de traitement des crises énergétiques et enfin l'amélioration de la capacité de passer d'une source d'énergie à une autre dans certains secteurs. Les deux premiers aspects ont montré leur efficacité pendant la guerre du Golfe puisque contrairement à plusieurs pronostics un nouveau choc pétrolier ne s'est pas produit. Cependant ces éléments ne peuvent faire face qu'à une situation conjoncturelle et ne sont pas en mesure de résoudre durablement le problème du déficit énergétique américain ; en effet certaines tendances défavorables sont intervenues depuis 1985 dans la consommation, la production et les importations de pétrole des Etats-Unis et ce sur un fond de crise.

1 - L'augmentation de la consommation pétrolière américaine. Les deux chocs pétroliers ont poussé à une rationalisation de la consommation pétrolière, celle-ci ayant baissé de 18,5 millions de barils par jour (Mb/j) en 1979 à environ 15,2 Mb/j en 1983 ; la baisse des prix depuis 1986, a entraîné le mouvement inverse et en 1989 la consommation pétrolière américaine a atteint 17,2 Mb/j. Cette tendance à la hausse se poursuivra selon l'Energy Information Administration (EIA) et la consommation américaine atteindra en l'an 2000, 18,8 Mb/j. Cette augmentation est due en partie à l'accroissement de la consommation dans le secteur des transports qui intervient pour près des deux tiers dans la consommation totale malgré l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules automobiles.

2 - la baisse de la production intérieure, celle-ci a chuté d'environ 1 Mb/j atteignant 7,7 Mb/j en 1989 et l'EIA prévoit une poursuite de cette évolution jusqu'à 5,9 Mb/j en l'an 2000. Encore une fois la baisse des prix pétroliers en 1986 a été à l'origine du renversement de la tendance puisque la production pétrolière américaine avait progressé de 1979 à 1985, les prix élevés ayant permis l'exploitation de puits marginaux.

Paradoxalement les Etats-Unis ont favorisé des prix bas au détriment de leur secteur pétrolier et des institutions bancaires et financières qui y sont associées.



LAHRICHI Nezha

Professeur à l'ISCAE

Cette attitude peut s'expliquer par le poids et les habitudes de consommation des Etats non producteurs, nécessairement majoritaires puisque plus nombreux, et donc mieux représentés au sein des principales instances du congrès ayant à gérer sur les questions énergétiques. « Démocratie oblige ! Toutes les propositions faites pour garantir artificiellement un prix plancher aux producteurs ; par l'institution de taxes et permettant de couvrir des coûts de production élevés ont été rejetées.

Ce qu'il est important de souligner c'est que les options pour augmenter la production pétrolière intérieure sont limitées. En effet la plupart des champs pétroliers américains ont fait l'objet d'exploration et de forage intensifs, 80% des puits forés de par le monde, l'ont été aux Etats-Unis et les gisements restant sont coûteux à découvrir et à exploiter.

De plus les préoccupations en matière d'environnement affectent également l'augmentation potentielle de la production intérieure ; la marée noire occasionnée par l'Exxon Valdez en Alaska et d'autres accidents pétroliers ont provoqué des débats au congrès et dans le public sur les bénéfices et les coûts relatifs à la poursuite de l'exploration pétrolière en Alaska au moment, où la découverte d'importants gisements pétroliers dans cet Etat et à son large est prometteuse. Encore une fois démocratie oblige ! Une consommation en forte croissance favorisée par des prix bas ne peut qu'entraîner une augmentation des importations de pétrole.

3 - La dépendance croissante des Etats-Unis vis-à-vis de l'extérieur surtout des pays de l'OPEP.

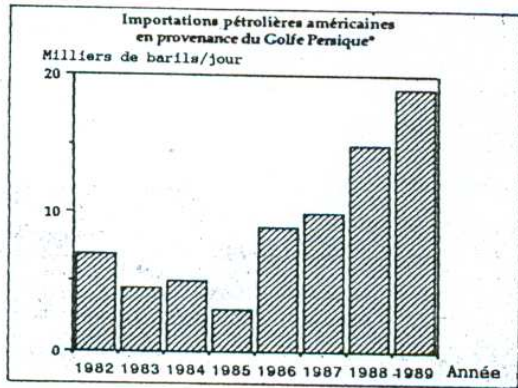
Les importations nettes ont augmenté d'environ 3 Mb/j entre 1985 et 1989 ; Ainsi, elles passeront de 7,2 en 1989 à 11 Mb/j à la fin du siècle.

Les projections montrent que les Etats-Unis seront contraints d'importer des volumes considérables de pétrole brut et de produits finis. En 1987 la consommation pétrolière américaine dépendait pour 37% de l'extérieur, ce pourcentage passera à environ 55% en l'an 2000.

Un autre indicateur de la dépendance des Etats-Unis à l'égard des importations est que ces dernières ont dépassé en 1989 la production intérieure.

Cette augmentation des importations a surtout profité aux pays de l'OPEP.

La part des importations en provenance du Golfe persique a représenté 26% en 1989 des importations pétrolières américaines.



caines en hausse de 19% par rapport à 1985, et cette tendance est appelée à se poursuivre à moins de découvertes pétrolières dans d'autres régions, sauf que 63% environ des réserves mondiales prouvées se trouvent dans cinq pays du Golfe ! Arabie Saoudite, Koweït, Iran, Irak et

Emirats Arabes Unies, tandis que les Etats-Unis premier consommateur mondiales de pétrole ne détiennent que 3% des réserves mondiales prouvées. Le schéma suivant est éloquent à cet égard :



Bahreïn est le seul pays du Golfe non membre de l'OPEP.

De plus les pays du Golfe Persique possèdent plus de 70% des capacités inemployées de production de pétrole dans le monde. Ces dernières comprennent les appareils de forage, les pipelines et la main d'œuvre compétente susceptibles d'être opérationnels dans un délai de 30 jours.

Ces énormes réserves pétrolières et ces capacités de production excédentaires constituent une menace pour l'Occident qui voit se profiler dans un proche avenir le contrôle que pourrait exercer les pays du Golfe sur l'offre et les prix pétroliers. En particulier la poursuite de la tendance à l'augmentation des importations américaines de pétrole en provenance du golfe pose. Le problème de la sécurité énergétique de la première puissance mondiale, dont le douloureux déclin est difficile à admettre.

4 - Les Turbulences de l'économie américaine.

Les menaces qui pèsent sur l'économie américaine se situent à plusieurs niveaux.

- Le premier est celui de l'endettement du gouvernement fédéral, des ménages et des entreprises. Pour ne pas revenir sur le lancinant problème du déficit budgétaire américain, on peut avancer un seul indicateur. Le ratio d'endettement (engagements exprimés en % du PNB); celui-ci est passé de 26,1% en 1980 à 42,2% en 1989, le ratio des ménages est passé de 50,2% à 62,3% pour les mêmes dates et celui des entreprises de 50,5 à 64%. De plus pour ces dernières le ratio endettement/fonds propres a varié de 47,3% en 1980 à 72,3% en 1989.

L'ensemble de ces chiffres signifie que l'expansion de l'économie américaine s'est construite sur un endettement généralisé qui débouche quasiment sur un blocage.

- La deuxième menace est liée à la faiblesse relative de l'industrie américaine dont les causes sont nombreuses.

- une évolution, peu dynamique de la

productivité, celle-ci n'a progressé que de 49,9% contre 132,2% pour le Japon, de 1973 à 1989.

- La perte, notamment au profit du Japon de positions importantes dans certains secteurs de la grande consommation comme l'automobile, la photographie et les appareils de télévision.

- le retard accusé dans certains secteurs-clés, comme l'image haute définition et les fibres optiques, en matière de recherche et développement, celle-ci étant davantage axée sur le secteur militaire.

L'insuffisance des investissements industriels : 12% du PNB en moyenne annuelle contre 17% pour le Japon.

Enfin on peut signaler comme autre menace majeure, car le tableau n'est pas exhaussif, la faillite de plusieurs banques et caisses d'épargne dont le coût de sauvetage atteint 500 Milliards de dollars.

Face à de telles difficultés paralysantes, les Etats-Unis ne peuvent pas supporter leurs complications par une non maîtrise des sources d'approvisionnement en pétrole.

Pour apprécier les chances qu'ont les pays producteurs de pétrole à contrôler le prix de cette matière première stratégique, il est nécessaire d'examiner les changements opérés sur le marché international de pétrole.

III - Les changements du marché pétrolier international

- Avant le «premier choc» le marché pétrolier était construit et géré par les grandes compagnies pétrolières, «les Majors» : il reposait d'une part sur une intégration verticale (du puits à la pompe) et d'autre part sur une entente pour se partager le marché. La conséquence directe était une stabilité des prix qui a duré pendant les longues années.

- En 1973, la production et la commer-

cialisation du pétrole brut sont passés sous le contrôle direct des pays de l'OPEP. Certes il s'agit d'une maîtrise de l'offre, mais ce nouveau marché - OPEP, matérialisé par des contrats à long terme et des prix fixes, n'était intégré ni verticalement ni géographiquement. Jusqu'au deuxième choc pétrolier, on avait l'impression qu'il n'existait pas de limites à la hausse du prix du brut et que les décisions de l'OPEP s'imposaient au marché.

Depuis le deuxième choc 1979-80 une certaine limite a été franchie et l'OPEP n'a pu maintenir un prix officiel du fait notamment des propositions de rabais émanant de pays à besoins de financement pressants. Finalement, en 1985, le système des prix officiels OPEP est abandonné, ce qui a du reste provoqué l'effondrement des prix, et les marchés dits «Libres» se sont mis en place, lesquels s'apparentent de très près aux marchés boursiers.

- Le marché spot ou au comptant qui reflète l'état du marché à un moment donné c'est-à-dire que les prix instantanés reflètent le rapport entre l'offre et la Demande. Comme tout prix boursier le prix du pétrole sur ce marché devient ce que les gens croient qu'il va être. Si les opérateurs croient qu'il va monter, ils achètent et le prix monte. S'ils croient qu'il va baisser, ils vendent ou n'achètent pas et les prix baissent.

- Le marché à terme c'est-à-dire des marchés où les opérations se déroulent quelques mois après le jour de la conclusion du contrat fixant le prix et l'échéance pour la livraison.

C'est par définition le marché de la spéculation. Le produit physique, n'apparaît pas sur le marché, les opérateurs s'échangent des contrats à terme d'où l'idée de «pétrole papier». Ce marché permet de gérer le risque lié aux fluctuations des prix. Depuis 1987 les volumes de «pétrole papier» traités dépassent les volumes du «pétrole réel».

Bien que ces marchés pétroliers soient libres, il faut préciser que l'OPEP dispose d'une fonction régulatrice importante en cas d'excédents ou de pénuries. Les 4 millions de barils/jour retirés du marché du fait de la crise du Golfe ont été rapidement compensés par une augmentation de la production saoudienne.

A ce niveau on rencontre le problème du poids des pays producteurs de pétrole caractérisés en principe par la recherche d'un revenu pétrolier à maximiser sur la durée de vie de leurs réserves. De là découle la dichotomie entre les «faucons» et les «colombes».

Les premiers sont partisans d'une hausse à court terme du prix du brut : ce sont des pays à réserves courtes, à population importante et à forts besoins de financement.



«Les colombes» sont les pays dotés d'énormes réserves et à faible population, et qui peuvent supporter des prix bas à court terme pour mieux conforter leur position à long terme ; ils peuvent donc optimiser leurs revenus par la sauvegarde de débouchés à leur grandes réserves et la recherche d'une plus grande part de marché.

Cependant cette équation économique est doublée d'une fonction/objectif de nature politique mise en œuvre à travers des politiques de production et de commercialisation de pétrole et qui est souvent prééminente sur la fonction économique et liée à des considérations de sécurité et de stabilité politique ; de ce fait les regroupements selon les critères présentés connaissent des exceptions et surtout ne sont pas stables dans le temps.

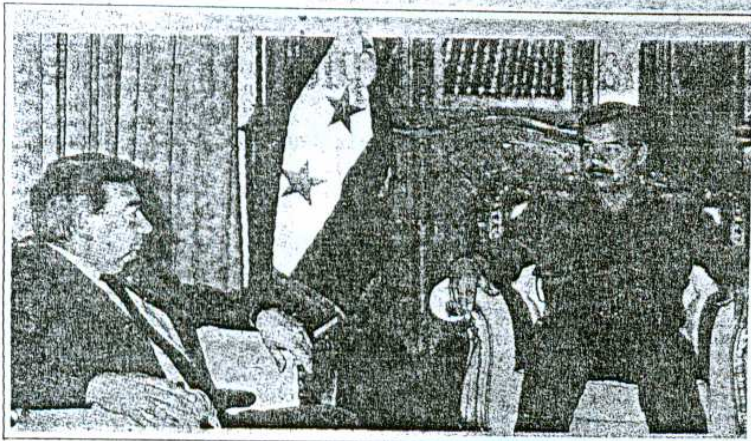
Par ailleurs, les pays concomitateurs, les Etats-Unis en l'occurrence, à cause de leur dépendance telle que nous l'avons démontrée, veulent jouer un rôle dans la fiscalisation des prix, or les perspectives dans les changements d'alliance parmi les pays du Golfe après la fin de la guerre Iran-Irak devenaient problématiques. En effet un Irak puissant militairement mais criblé de dettes pouvait toujours s'entendre avec l'Irak également assoiffé de devises pour fixer un prix élevé pétrole. Ce ce qui a précisément eu lieu en juillet 90 juste avant l'invasion du Koweït par l'Irak. Cela signifie que l'OPEP allait redevenir cartel et qu'on s'acheminait insidieusement vers la situation de 1970-73 où l'organisation avait la maîtrise des prix. Techniquement et vu leurs réserves d'or noir, les pétromonarchies du golfe ont les moyens de contrecarrer la stratégie Irako-Irannienne mais la puissance militaire de Saddam Hussein impliquant un grand pouvoir de négociation pouvait contraindre les pays nantis du Golfe à s'aligner sur des prix élevés fixés par l'entente Bagdad-Téhéran. Si la riposte militaire a été si massive et si meurtrière c'est que les intérêts stratégiques vitaux des Etats-Unis étaient sérieusement menacés. Il fallait défendre des pétromonarchies sous-peuplées mais riches et si précieuses pour l'Occident. Les britanniques ont su les protéger pendant des décennies ; par la suite, et après leur retrait en 1972, la guerre froide a pu neutraliser l'Irak et l'Irak en les maintenant dans des camps opposés, neutralisation renforcée et aggravée par la guerre Irano-irakienne. Mais depuis le cessez le feu, la vulnérabilité des pétromonarchies et apparue et toute atteinte à l'Arabie Saoudite entraînerait un effondrement de l'actuel système d'approvisionnement pétrolier mondial.

Avant de tirer des conclusions il reste un point fondamental à souligner, celui de l'apparition d'un acteur au rôle jusqu'ici passif sur la scène pétrolière internationale, c'est l'URSS. Premier producteur mondial (12 Mb/j) et deuxième exportateur après l'Arabie Saoudite et ce malgré une baisse sensible de sa production et de ses exportations depuis deux ans. Quelle pourrait être la stratégie soviétique ? La réponse est difficile car cette stratégie ne semble pas encore très claire, mais elle peut osciller entre deux extrêmes.

- Soit s'inscrire dans des stratégies de prix bas et trouver une compensation dans le programme d'aide promis par les pays occidentaux.

- Soit adopter la stratégie du groupe de pays producteurs militant pour des prix élevés compte tenu de ses contraintes économiques-sociales de plus en plus serrées. Dans ce cas la proposition du plan de paix soviétique qui aurait sauvé Saddam Hussein et une grande partie de son potentiel militaire trouve une justification sur le plan économique.

Mais quelque soit la stratégie de l'URSS et le rôle qu'elle pourra jouer sur l'échiquier international, la crise du Golfe débouchera sur d'autres schémas de relations économiques internationales qui impliquent, entre autres pour être stables, un nouveau partage durable et négocié de la rente pétrolière n'excluant pas les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. Les Etats-Unis ont tout intérêt à choisir le coût économique d'un approvisionnement énergétique moins vulnérable plutôt que le coût militaire et politique du pétrole à bas prix.



Israël auquel il n'a pas cessé de fournir les moyens - très coûteux - de puissance militaire et jusqu'à en faire aujourd'hui un Etat disposant de bombes nucléaires, de missiles balistiques, d'aviation performante, d'armements chimiques et biologiques etc..., il y a l'Arabie Saoudite et les principautés du Golfe, simples créatures du colonialisme britannique et régimes de parades assurant la libre action des USA dans la zone au niveau politique et militaire, tout en veillant en bons pompistes à l'approvisionnement en énergie des économies des pays industrialisés. Il n'est pas superflu de rappeler que la seule fausse note de ce Cancrarabe (impossible de lui donner le substantif de concert, si on a le moindre respect de l'art musical) fut la position du Roi Fayçal en 73, celui-ci fut d'ailleurs assassiné peu de temps après. Il est bon aussi de rappeler que ces pompistes n'ont reconnu l'URSS qu'après la pérestroïka et ils n'ont de relations avec elle que depuis quelques mois pour la plupart !

Le plus grand investissement de l'URSS dans la zone arabe fut l'Egypte de Nasser ; mais le monde arabe a été généralement hostile à l'emprise idéologique de l'URSS : ce fut la première divergence entre Nasser et les Soviétiques. L'assiègement économique de l'Egypte, les faibles ressources nationales et l'effort de guerre ont permis d'isoler les nationalistes égyptiens au sein même de l'équipe dirigeante nassérienne. Après la déroute militaire de 1967 puis la mort de Nasser, la revirement a été rapidement effectué par Anouar Sadate enregistrant ainsi le plus grand échec de la politique soviétique au Moyen-Orient. C'est là une déception que les stratèges soviétiques ne peuvent jamais oublier et qui a renforcé

chez eux cette attitude ambiguë et méfiante envers le monde arabe.

Depuis cette date de rupture égypto-soviétique, la politique étrangère de l'URSS s'est donnée de nouvelles bases concernant la région. Plus distante en ce qui concerne son engagement dans la zone mais aussi plus pragmatique, l'URSS s'est abstenue de prendre part dans les conflits inter-arabes et a cherché à normaliser ses relations avec tous les pays sur la base d'échanges commerciaux et économiques plus ou moins fructueux.

D'autre part, elle s'est fait plus tiède envers le règlement du conflit arabo-israélien et la question palestinienne.

Cependant, si la manière de «traiter» avec le monde arabe a changé après la rupture avec l'Egypte, les fondements de la politique arabe des soviétiques n'a pas connu de changement radical avant la pérestroïka de Gorbatchev ; c'est l'avènement de la nouvelle direction du Kremlin qui a invité une nouvelle approche radicalement différente de la période antérieure.

**Gorbatchev et les arabes**  
- Signes avant-coureurs de la mutation :

Trois événements donnent les symptômes de ce changement bien avant l'éclatement de la crise du Golfe. Il s'agit de : La guerre Iran/Irak ; la crise libanaise et le bombardement de la Libye par les américains en 1986.

Si l'Union Soviétique a soutenu l'Irak pendant la guerre contre Khomeiny ; elle a cherché tout au long du conflit à instaurer des relations solides avec l'Iran ; les vrais obstacles à cette amélioration des rapports soviéto-iraniens avaient pour source, l'hostilité des pays occidentaux à cette normalisation, puis l'attitude iranienne elle

même qui plaçait à l'époque l'URSS «athéiste» dans le rang des satans. La nouvelle direction de Rafsandjani a rectifié le tir et les relations soviéto-iraniennes se portent assez bien aujourd'hui.

Dans la «crise» libanaise, l'URSS s'est pratiquement retranchée de la zone gardant des relations assez tièdes avec la Syrie mais sans efficacité. A ce propos même la Syrie a perdu une grande part du soutien dont elle bénéficiait au niveau militaire ces dernières années, ceci rapproché des américains et des européens avec qui elle marchande depuis quelques temps mais cela ne semble pas avoir gêné les soviétiques outre mesure.

La bombardement de la Libye par les USA avec le projet explicite de tuer le leader libyen Mouamar Kadhafi n'a pas été perçu dans sa gravité par les soviétiques. En effet malgré une activité diplomatique au Conseil de Sécurité ; cette manière d'agir contraire aux normes des relations internationales, n'a pas été dénoncée de façon vigoureuse. Ces attitudes soviétiques et le peu d'enthousiasme en ce qui concerne le soutien des résolutions des Nations-Unies sur la question palestinienne, démontrent un changement profond de la politique soviétique au Moyen-Orient vers le désintérêt évident et croissant pour les problèmes et les alliances antérieurs.

**- Le Moyen-Orient dans les relations soviéto-américaines**

La venue d'administrations ultra-conservatrices avec R. Reagan a tout d'abord donné un souffle plus glacial aux relations Est/Ouest. La course aux armements a redoublé d'acharnement ; le renforcement des installations de missiles en Europe par les américains, leur ren-

forcement par des sanctions économiques contre l'URSS, le projet de la «guerre des Etoiles» etc. furent les indices de rigidité de la position occidentale et américaine à l'égard des pays de l'Est. En contre partie, l'URSS Et la plupart des pays de l'Est vivaient une situation économique difficile. La course aux armements a essouffé gravement leur système.

Les sommets bilatéraux américano-soviétiques et les rencontres du Conseil de Sécurité et de Coopération de l'Europe avaient noté la volonté des soviétiques de desserrer l'étau de la course aux armements et de s'ouvrir mieux sur l'Occident dans le but de restructurer l'économie. Les difficultés des pays de l'Europe de l'Est ont ajouté à la gravité de la situation, mais c'est à travers ce type de problèmes que les signes de la détente entre blocs ont fait jour et qu'on a assisté à un retrait graduel puis spectaculairement rapide de l'URSS des pays de l'Est. On a vu aussi la conclusion d'accords étonnants sur le désarmement et le début d'une crise interne grave au sein de la grande fédération soviétique. Nationalismes, autarcies, chauvinismes sur fond de misère sociale et économique, tel est le paysage soviétique actuel.

La Politique de Gorbatchev a été bâtie sur le pari d'une intégration capitaliste de l'URSS dans le système international ; un pari qui table sur la rapidité du rythme de cette intégration, sur les fonds l'aide et les investissements occidentaux potentiels pour l'URSS et sur le développement rapide des échanges commerciaux. Au niveau politique, le leadership d'un bloc n'est plus dans ses considérations, le rôle international ne présente aucun attrait, c'est un rôle exclusivement européen qu'elle espère encore jouer sur la scène internationale même à l'ombre du leadership américain et des puissances européennes.

C'est ainsi que les soviétiques sous la direction de Gorbatchev ont «bradé» tous leurs «amis» à travers le monde pour le compte des USA et des intérêts occidentaux, des amis hier encore sollicités sont devenus gênants, ni en Angola, au Vietnam ou Cuba le rôle soviétique n'est plus de grand secours ; les nations du tiers monde ont chacune le destin de défendre en solitaire les intérêts de son pays face à des pressions asphyxiantes régulées à travers les diverses instances internationales selon le goût de la Maison Blanche.

Le monde arabe n'a pas fait exception à cette option ; bien au contraire il a figuré comme «valeur d'échange» hautement prisee par les américains. C'est ainsi que le Liban et la Palestine ont été les premiers à souffrir du désistement soviétique ; mieux encore, l'URSS a pratiquement normalisé ses relations avec Israël et a accepté d'organiser avec les USA et les organisations juives sionistes l'immigration massive des juifs soviétiques en Israël et Palestine.

Et malgré l'Intifada et les initiatives de paix de l'OLP, rien n'a été fait pour le règlement juste et international du drame palestinien. C'est que devant l'intransigence israélo-américaine, l'URSS a opté pour un rapprochement graduel sans consistance ni instance et permettant à Israël d'agir à sa guise surtout.

**- La guerre du Golfe et la position soviétique**

On serait tenté de croire que la direction soviétique de Gorbatchev ne partage pas le point de vue des USA dans la guerre actuelle. Il y a certaine presse en Occident et même en URSS qui véhicule une telle thèse.

Cette illusion peut-être confortée par les dernières initiatives de février ; mais le fait est que cela est loin d'être conforme à la réalité. Gorbatchev et Chevardnadze ont suivi dès le 2 Août la même analyse américaine de la crise. Ils ont d'autre part estimé qu'il n'y aura pas de conséquences néfastes sur l'URSS quelque soient l'issue du problème. Puis après le départ de Chevardnadze la diplomatie soviétique a essayé de conserver l'essentiel de ses orientations sans changement notable.

Cependant, à partir du mois de novembre la situation intérieure de l'URSS a commencé à avoir des repercussions sur la politique extérieure de ce pays. C'est à des manœuvres de politique interne qu'il faut attribuer les dernières initiatives mais sans changement d'option tant que Gorbatchev détient les rênes du pouvoir soviétique.

Néanmoins, il est quasi certain que l'Europe et l'URSS vont subir les conséquences de ce choix américain dans leurs relations avec le monde arabe. La non prise en compte de la complexité de la situation dans ce parti pris aura des résultats imprévisibles pour l'Occident et l'Union Soviétique ; d'ores et déjà, l'ONU semble dépassée comme «cadre» régulateur des relations internationales au Moyen Orient.